

## Discours de Paul-Henri Spaak (Bruxelles, 3 mars 1948)

**Légende:** Lors de la discussion du budget pour l'année 1948 au ministère belge des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak s'exprime en faveur d'une collaboration politique et économique accrue et rapide entre les États d'Europe occidentale.

**Source:** SMETS, Paul-F. (sous la dir.). La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1942-1972). Volume 1. Bruxelles: Goemaere, 1980. 1256 p. p. 114-133.

**Copyright:** (c) Paul-Henri Spaak

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive respectivement du CVCE et/ou de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser au CVCE ou aux auteurs ou ayants droit concernés.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_paul\\_henri\\_spaak\\_bruelles\\_3\\_mars\\_1948-fr-ea48319d-7afb-4ff5-82af-f886a70e8230.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_bruelles_3_mars_1948-fr-ea48319d-7afb-4ff5-82af-f886a70e8230.html)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## Discours de Paul-Henri Spaak (3 mars 1948)

[...]

Je ne compte attaquer personne. Mon intention est de faire appel à l'esprit de compréhension de tous. J'estime que nous sommes arrivés à un moment où, au-delà des divergences et des polémiques, il faut faire un gros effort pour essayer de se comprendre. Car c'est seulement une certaine compréhension mutuelle qui fera disparaître la tension, l'inquiétude et aussi l'angoisse qui règnent aujourd'hui dans trop d'esprits. Je ne crois pas exagérer en disant que l'année 1947 n'a pas été une bonne année du point de vue de la politique internationale. Elle se caractérise surtout par des échecs : échec de la conférence de Moscou, échec plus récent de la conférence de Londres, ce qui revient à dire qu'en ce qui concerne le problème allemand, il n'y a pas de solution en vue pour le moment.

Chacun comprend combien, sortant d'une guerre qui nous a donné la victoire sur l'Allemagne, la constatation de cette situation est à la fois malheureuse et lourde d'incertitude. Les résultats ne sont guère meilleurs dans l'ensemble en ce qui concerne les assemblées de l'Organisation des Nations Unies. Constatons la violence des propos échangés, la brutalité avec laquelle les points de vue différents se sont affrontés, et aussi le fait que dans plusieurs questions importantes l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale ont décidé en pratique de ne plus collaborer: refus de collaborer dans la question de Corée, refus de collaborer à la Petite Assemblée, refus de collaborer dans la question grecque.

De cette question, qui nous intéresse, me semble-t-il, le plus directement, je voudrais dire deux mots. Cette attitude de l'U.R.S.S. et de tous les pays de l'Europe orientale se présente dans des conditions particulièrement difficiles et particulièrement regrettables. Il est en effet certain qu'à l'heure actuelle la Grèce est l'un des points névralgiques du monde et qu'en dehors de la collaboration que le peuple et les gouvernements belges ont toujours voulu susciter entre les grandes puissances, on ne voit pas bien comment on pourrait trouver une solution définitive à ce problème. Celui-ci se présente pour nous d'une manière très simple et très claire. Je répète ce que j'ai dit à New York: je ne pense pas que ce soit l'étranger qui ait fomenté la guerre civile en Grèce. Je crois saisir la réalité en disant que ce pays est, hélas ! profondément divisé entre des partis politiques qui se heurtent et s'opposent sur des questions fondamentales. Mais ce qui me paraît également vrai, c'est qu'un parti politique en Grèce est nettement aidé par l'étranger. Et quand à New York nous avons voulu élaborer la procédure - je dis : la seule procédure qui aurait pu ramener le calme et rétablir la paix - cela a été une désillusion grave et profonde de voir que sur ce point essentiel il n'était pas possible d'arriver à un accord unanime ; de constater qu'une décision ayant été prise à une immense majorité, un groupe de nations déclarait qu'il refusait de collaborer avec cette immense majorité de nations ; qu'il conservait sa liberté et qu'il réglerait le problème suivant des voies qui lui étaient propres et qui, par conséquent, étaient opposées à celles admises par les deux tiers des Nations Unies.

Enfin, il existe un motif d'espérance, et, dans une certaine mesure, sur laquelle je vais m'expliquer, un motif d'inquiétude: le plan Marshall. Il est peut-être bon, au risque d'allonger quelque peu mon exposé, que du haut de cette tribune, pour le parlement d'abord et, je l'espère, pour le pays tout entier, nous tâchions de clarifier les idées sur ce qu'est le plan Marshall, sur la façon dont il est né et sur ce qu'il doit représenter en réalité pour la Belgique et pour l'Europe. Il n'y a rien de mieux, me semble-t-il, pour interpréter la volonté du « State Department », et spécialement la volonté du général Marshall, que de relire ce qu'il a dit lui-même du plan dont il est l'initiateur. Cela me paraît être la seule bonne méthode. Dans les polémiques qui éclatent autour du plan Marshall, à propos de son importance et des intentions de ceux qui le soutiennent, on cite souvent l'opinion de tel citoyen ou de tel journaliste américains et l'on prétend, au moyen de ces citations qui sont, par ailleurs, fort respectables dans un pays libre, justifier certaines observations. Vous serez d'accord avec moi pour dire que la personne qui est la plus qualifiée pour expliquer le plan Marshall, c'est le secrétaire d'Etat américain lui-même. Les phrases que je vais vous lire ont été soit prononcées, soit écrites par lui-même : elles doivent être accueillies et acceptées comme l'exacte représentation de la politique des Etats-Unis.

Qu'a dit le général Marshall le 5 juin 1947 à l'université d'Harvard ? Il a prononcé un discours qui est devenu historique, mais qui n'était certes pas un discours passionné ni provoquant. Il comprend trois parties

essentielles, qui ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre si l'on veut juger les choses raisonnablement et objectivement. Dans la première partie de son discours, le général a fait une description rapide de l'état économique actuel de l'Europe. Ayant constaté que cet état économique est plus qu'inquiétant ; que l'Europe dans son ensemble a quelque peine - et vous reconnaîtrez que les mots que j'emploie sont plutôt modérés - à retrouver son équilibre bouleversé par la guerre, le général estimait qu'il fallait faire deux choses pour remédier à cet état : d'abord que l'Europe s'organisât elle-même. Laissez-moi souligner qu'au moment où, à Harvard, le général Marshall parlait de la réorganisation de l'Europe, il ne s'agissait pas d'une partie quelconque de ce continent, mais bien de l'Europe tout entière, et les paroles qu'il prononçait s'adressaient aussi bien à l'Europe orientale qu'à l'Europe occidentale. Dans cette partie importante de son discours, le général disait : « Pays européens qui traversez des difficultés, qui avez quelque peine à retrouver votre équilibre, travaillez entre vous ; unissez vos forces, mettez vos ressources en commun et ensemble essayez de vous sauver. Si vous faites cela, si vous constituez un plan de reconstruction européenne, présentez-le aux Etats-Unis qui feront alors ce qui est en leur pouvoir pour venir au secours de l'Europe prise dans son ensemble et pour lui permettre de réaliser son plan. »

Le général Marshall disait : « Lorsqu'on a étudié les besoins de la reconstruction de l'Europe, les pertes en vie humaines et les destructions de villages, d'usines, de mines et de voies ferrées ont été estimées de façon assez exacte, mais il est devenu évident au cours des mois qui viennent de s'écouler que ces destructions visibles sont probablement moins graves que la dislocation de toute la structure de l'économie européenne. Depuis dix ans, la situation est très anormale. Les fiévreux préparatifs de guerre et l'activité encore plus fiévreuse déployée pour soutenir l'effort de guerre ont détruit toutes les branches des économies nationales. L'outillage industriel n'a pas été entretenu, a été endommagé ou est tout à fait démodé. Sous la domination arbitraire et destructive des nazis, presque toutes les entreprises ont été attelées à la machine de guerre allemande. Les relations commerciales anciennes, les institutions privées, les banques, les compagnies d'assurances et les compagnies de navigation ont disparu, faute de capitaux, par suite de leur absorption lorsqu'elles ont été nationalisées, ou simplement parce qu'elles ont été détruites. Dans beaucoup de pays, la confiance en la monnaie nationale a été rudement ébranlée. L'effondrement de la structure commerciale de l'Europe s'est produit pendant la guerre. »

Quelqu'un doit-il objecter quelque chose à ce résumé synthétique qui serre la réalité européenne de très près ?

Qu'ajoute le Ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis ? « En dehors de l'effet démoralisant qu'a le désespoir des peuples en question sur le monde entier, et les troubles qu'il peut provoquer, les conséquences de cette situation pour l'économie des Etats-Unis devraient être évidentes pour tous. Il est logique que les Etats-Unis doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix assurée sont impossibles. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister. »

Quelqu'un a-t-il des observations à formuler contre de telles paroles ?

Et le général termine en disant : « Il est déjà évident qu'avant même que le gouvernement des Etats-Unis puisse poursuivre plus loin ses efforts pour remédier à la situation et aider à remettre l'Europe sur le chemin de la guérison, un accord devra être réalisé par les pays de l'Europe sur leurs besoins actuels et ce que ces pays de l'Europe feront eux-mêmes pour rendre efficaces toutes les mesures que ce gouvernement pourrait prendre. Il ne serait ni bon ni utile que ce gouvernement entreprit d'établir de son côté un programme destiné à remettre l'économie de l'Europe sur pied. C'est là l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe. »

Est-ce vraiment un langage qu'on peut qualifier de « langage interventionniste ou impérialiste ? »

Il ajoute enfin : « Le rôle de ce pays devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en oeuvre ce programme dans la mesure où il sera possible

de le faire. Ce programme devrait être général et établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes. »

Ce langage n'est-il pas d'une clarté absolue et, permettez-moi de vous le dire, sans avoir le sentiment d'une flagornerie quelconque, ne trouvez-vous pas qu'il est imprégné d'une grande noblesse et d'une profonde perspicacité (applaudissements sur la plupart des bancs), ce qui montre que ce diplomate a une exacte connaissance de la situation matérielle difficile dans laquelle se débat l'Europe et qu'il compte lui venir en aide dans un état d'esprit dont nous n'avons rien à craindre ?

Lorsqu'il a défendu son projet devant la Commission des Affaires étrangères des Etats-Unis, le général s'est exprimé dans les termes suivants : « Nous avons déclaré de bien des façons que l'aide américaine ne sera pas utilisée pour s'immiscer dans les droits souverains de ces nations et dans leurs propres responsabilités de l'élaboration de leur propre salut. Je ne peux trop insister sur ma profonde conviction que l'aide que nous fournissons ne doit pas être liée à des conditions qui, en fait, détruiraient toute la justification morale de notre aide coopérative tendant à une association avec l'Europe. Nous avons affaire à des gouvernements démocratiques. En tant que gouvernements démocratiques, ils sont responsables, comme notre gouvernement, vis-à-vis des peuples de leurs pays ; et nous ne voudrions pas qu'il en fût autrement.

Nous ne pouvons obliger aucun gouvernement démocratique à contracter des obligations, ou à accepter des conditions qui vont à l'encontre des sentiments nationaux fondamentaux de son peuple. Ce programme exige une libre coopération parmi les nations respectant mutuellement leur sincérité de but, en une tentative commune de coopération qui, nous l'espérons, survivra longtemps à la période de l'aide américaine. La suggestion initiale du 5 juin dernier, le concept de l'assistance américaine à l'Europe, a été basée sur les prémisses que l'initiative et la coopération européennes sont des conditions premières au relèvement européen. »

Peut-on, je le répète, parler en termes plus précis et plus nets ?

Et des citations comme celles-ci ne réduisent-elles pas définitivement à néant les thèses de ceux qui tentent de représenter le plan Marshall comme une manifestation de l'interventionnisme et de l'impérialisme américains? Ou encore celles de gens qui prétendent soutenir aujourd'hui, ayant connaissance de ces déclarations, que les pays européens qui acceptent l'aide du plan Marshall doivent subir des conditions politiques ou économiques humiliantes?

Mesdames, Messieurs, il me paraît nécessaire de me référer aux textes, car je crois que cette discussion sur le plan Marshall est importante.

Ces propositions étant faites, que s'est-il passé ?

Les gouvernements de France et de Grande-Bretagne, connaissant la situation de l'Europe, ont pensé qu'il n'était pas possible de laisser passer la double occasion qui était ainsi offerte. Ils ont cru que les deux branches de la proposition Marshall sont aussi importantes l'une que l'autre, et que ce plan n'a une signification que s'il comporte d'abord un effort d'organisation de l'Europe, ensuite un programme d'aide américaine. Et MM. Bevin et Bidault ont eu raison quand, saisissant cette occasion, ils ont demandé aux représentants de l'U.R.S.S. de venir à Paris afin d'examiner avec eux l'opportunité de convoquer une conférence internationale des pays européens au cours de laquelle on étudierait comment les deux conditions de la proposition allaient être remplies ; comment l'Europe allait s'organiser, et comment l'Europe organisée obtiendrait l'aide américaine.

Messieurs, vous le savez, cette proposition faite au représentant de l'U.R.S.S. a été repoussée et refusée. Et le refus de l'U.R.S.S. a entraîné celui des autres pays de l'Europe orientale. J'ai le droit de m'exprimer en ces termes, car il est de notoriété publique - cela a été déclaré par plusieurs Ministres - que certains pays de l'Europe orientale étaient prêts à se rendre à Paris pour collaborer avec nous à l'organisation d'un plan de reconstruction européenne, mais que le veto prononcé par l'U.R.S.S. les a empêchés d'accomplir leur tâche. A la veille de la conférence des Seize, le Gouvernement de l'U.R.S.S. a remis, je suppose, à tous les pays

qui devaient y participer une note dans laquelle il expose son point de vue.

Cette note contient le passage suivant :

« Les travaux de la conférence des trois Ministres, qui ont duré six jours, ont montré que, jusque-là, les Etats-Unis d'Amérique n'avaient fait aucune proposition quant aux conditions d'octroi de ces crédits, ni au montant de ceux-ci, ni à leur réalité ; de plus, on ignorait si le Congrès approuverait l'octroi de ces crédits et à quelles conditions. Malgré cela, les Etats-Unis d'Amérique prétendaient faire instituer un comité directeur chargé d'élaborer un programme économique pour les Etats d'Europe et de déterminer les ressources de chaque pays qui pourraient être utilisées à la réalisation de ce programme avec l'aide des ressources que les Etats-Unis d'Amérique fourniraient.

La délégation soviétique a découvert dans ces prétentions le désir des Etats-Unis de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays européens ; de leur imposer un programme américain ; de les empêcher d'écouler leur surplus de marchandises là où ils le désirent et de placer ainsi l'économie de ces pays sous la dépendance des intérêts des Etats-Unis.

Il va de soi que la délégation soviétique ne peut se déclarer d'accord, estimant qu'avant tout, il fallait s'assurer de la réalité des crédits, en déterminer les conditions d'octroi et le montant ; ensuite demander aux pays européens leurs besoins en crédits. Et, enfin, élaborer un programme sur la base de leurs besoins, qui devraient, dans la mesure du possible, être couverts par les crédits américains. A part cela, les pays européens resteraient maîtres de leur économie et pourraient librement disposer de leurs ressources et de leurs excédents. »

Voilà pour quelles raisons la délégation de l'U.R.S.S. et l'U.R.S.S. n'ont pas voulu participer au plan Marshall. Elle voudrait renverser l'ordre de priorité avant de faire le programme de la reconstruction européenne ; il fallait s'assurer du montant des crédits, du vote du Congrès, de leur affectation et de toutes les modalités, c'est-à-dire que les Américains devaient se prononcer les premiers.

Après avoir entendu la note que je viens de citer, vous reconnaîtrez qu'il était impossible de l'appliquer, car d'après la thèse soviétique, chaque pays devait être et rester maître de régler ses relations économiques et ne pouvait s'engager en aucune façon vis-à-vis des autres.

Voilà comment se présente le plan Marshall dans son histoire et dans sa relation diplomatique. Tout ce qui a été dit pour justifier la nécessité et l'urgence de cette aide, au mois de juin de l'année dernière, doit devenir un cri d'alarme quand on se place au mois de février 1948.

Il m'est, vous le comprenez, difficile de me prononcer du haut de cette tribune sur la situation des différents pays européens et d'expliquer dans les détails à ce Parlement les difficultés qu'ils rencontrent. Croyez-moi, je n'exagère pas quand j'affirme que, si l'aide américaine n'est pas apportée à l'Europe dans les tout prochains mois, l'Europe risque de se trouver devant des difficultés insurmontables, qui nous feront retourner, du point de vue économique et, par conséquent, du point de vue social, à une situation plus difficile que pendant les années de guerre les plus pénibles. A ces paroles, qui ne manquent pas d'une certaine gravité, j'ajoute une parole d'espérance et de foi : si cette aide américaine nous est apportée dans les conditions sur lesquelles il semble qu'on soit à peu près d'accord, aujourd'hui, aux Etats-Unis, et cela dans les douze mois qui s'écouleront à partir du moment où le plan Marshall deviendra une réalité, l'Europe ainsi aidée peut se relever. Et pas seulement un pays ou l'autre, mais tous les pays européens, car la prospérité de tous les pays européens est solidaire. Il faut que les Belges sachent - je le proclame avec solennité - que la situation actuelle de notre pays ne peut perdurer et que nous ne pouvons sauvegarder les efforts faits depuis plusieurs années et les mener à bien que si le reste de l'Europe retrouve en même temps que nous la prospérité. (Applaudissements sur la plupart des bancs).

Si le plan Marshall se réalise, ces espérances peuvent être comblées et, dans le courant de l'année prochaine, la situation si difficile que nous traversons aujourd'hui peut être renversée complètement.

J'ai cependant deux observations à faire en ce qui concerne le plan Marshall. A mon avis, et je le dis avec une absolue franchise, l'effort de collaboration fait à Paris par les peuples européens et à l'heure actuelle est insuffisant. Les résultats de la conférence des Seize sont loin d'avoir été aussi bons que je l'espérais. Jusqu'à présent, à part quelques tentatives accessoires ou quelques idées qui n'ont pas été retenues, nous n'avons guère su faire autre chose que présenter la liste de nos besoins et demander aux Etats-Unis de venir à notre secours.

D'autre part, le plan Marshall par lui-même, quelque important et quelque indispensable qu'il soit, n'est pas une solution fondamentale de nos difficultés. Suivant une comparaison que j'ai déjà employée - et je m'excuse de la répéter - le plan Marshall est un ballon d'oxygène qu'on donne à respirer à un malade sur lequel on doit faire une opération. Le malade a besoin du ballon d'oxygène. Celui-ci est indispensable pour que l'opération soit faite. Mais si le traitement consistait uniquement à lui permettre de respirer, sans faire l'opération fondamentale, il ne serait pas sauvé.

Nous ne devons pas relâcher notre effort si nous recevons l'aide américaine. Nous devons, au contraire, prendre prétexte de cette liberté de mouvements et de cet abandon d'égoïsme dans nos relations économiques pour faire un effort décisif.

J'ose dire aussi que le plan Marshall n'est pas une solution définitive en ce qui concerne les rapports entre les Etats-Unis et l'Europe. Je ne crois pas que le spectacle auquel nous assistons depuis quelques années puisse durer indéfiniment. L'Amérique a fait preuve vis-à-vis de l'Europe de beaucoup de compréhension et de générosité. Je rappelle le « lease-lend » qui nous a permis finalement de gagner la guerre ; l'U.N.R.R.A. qui a été un effort remarquable de charité et de compréhension du peuple américain vis-à-vis de nos peuples affamés ; et enfin, le plan Marshall.

Voilà trois fois qu'en moins de quelques années, les Etats-Unis sont forcés de venir au secours de l'Europe ! Je ne crois pas qu'on puisse imaginer une société dans laquelle, tous les deux ou trois ans, l'Amérique devrait faire un « lease-lend », un U.N.R.R.A. ou un plan Marshall.

Mais il faut que les Etats-Unis comprennent que pour assainir leurs relations avec l'Europe, il ne faut pas seulement qu'ils nous donnent ou qu'ils nous vendent leurs produits, mais qu'ils achètent les nôtres. Nous ne parviendrons pas autrement à rétablir une situation en équilibre. Voilà le problème fondamental, et c'est dans cet esprit que se trouvera la solution lorsque l'Europe aura retrouvé son potentiel de production.

J'avoue ne pas comprendre les oppositions qui se font jour au plan Marshall. Je ne parviens pas à saisir pourquoi, internationalement, certains pays ont refusé d'adhérer au plan Marshall. Sans doute était-ce leur droit. Je ne leur en fais nul grief s'ils estimaient que leur situation leur permettait de se passer de cette aide. S'ils possèdent un autre plan économique c'est tant mieux pour eux. En ce qui me concerne, il n'y a dans cette contestation rien de désagréable ou d'agressif. Mais je me demande pourquoi on s'oppose à un plan comme celui-là, dont les propres adversaires ont dû reconnaître eux-mêmes la nécessité pour l'Europe occidentale, et dire que, par conséquent, ils n'avaient rien à y opposer. Car, messieurs, le dilemme n'est pas : l'aide américaine ou une autre aide quelle qu'elle soit. Le dilemme c'est : l'aide américaine ou rien du tout, c'est-à-dire l'aide américaine ou la misère et le chaos.

A ceux qui n'ont rien à y opposer ou à proposer comme contrepartie, je demande : « Pourquoi cette hostilité, pourquoi cette lutte sur le plan international ? »

Je crois que le Kominform a été établi, en ordre principal, pour lutter contre le plan Marshall.

Pourquoi, dans tous les pays d'Europe, voyons-nous le parti communiste mener contre ce plan une lutte acharnée et passionnée ?

Peut-être entendrons-nous au cours de ce débat une réponse, une explication franche et sincère à propos de l'exposé que j'ai fait. Nous comprendrons ainsi, dans une certaine mesure, l'attitude de ceux qui s'opposent ou essaient de faire échec au plan Marshall.

L'échec de la conférence de Londres ; de la conférence des Seize ; l'échec de New York ; la lutte acharnée autour du plan Marshall sur le plan international et intérieur, tout cela a considérablement aggravé la situation internationale.

Peut-être est-il difficile pour un ministre des affaires étrangères de poser publiquement la question : « Cette inquiétude et cette angoisse sont-elles complètement fondées ? » « Eh bien, cette question, je veux la poser parce que la réponse que j'ai à lui faire est sincère et peut avoir pour conséquence de rassurer bien des gens et peut-être même avoir une certaine influence dans les moments difficiles que nous vivons.

La question brutale qui se pose pour l'immense majorité de nos compatriotes et pour l'immense majorité des peuples qui vivent dans le monde occidental est de savoir si, à l'heure actuelle, l'U.R.S.S. fait une politique dangereuse pour la paix.

Eh bien ! ma réponse est négative. Je crois - et je crois sincèrement - qu'il n'y a rien, à l'heure actuelle, qui permette d'affirmer avec certitude qu'il est un gouvernement quelconque, dans le monde, y compris le gouvernement de l'U.R.S.S., qui veuille ou prépare la guerre.

Tous les échecs que nous avons subis, tous les obstacles que nous n'avons pu vaincre en ces derniers temps peuvent, je crois, s'expliquer comme ceci : il faut faire un effort de compréhension. Et ceci est valable aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Il faut se pencher sur les problèmes des autres et essayer de comprendre leurs difficultés. L'expérience nous a démontré qu'il n'y avait jamais de point de vue tout à fait vrai ou tout à fait faux.

La vérité, c'est que lorsque des thèses nous apparaissent à première vue comme le plus contraires à nos sentiments ou à nos intérêts, si on les approfondit et si l'on parvient à se débarrasser de tout esprit de partialité et de passion, on finit par comprendre certaines choses.

Il faut essayer de comprendre ce qui anime la politique de l'U.R.S.S. Je déclare qu'elle est souvent incompréhensible pour moi. J'ajoute, et j'espère ne pas dépasser ce que le langage diplomatique permet, qu'elle me paraît souvent insupportable. Mais je crois aussi que ces deux sentiments ne peuvent pas nous dissuader de faire un effort de compréhension.

Il ne faut pas oublier que l'Europe, au début de la révolution bolchevique, ne s'est pas très bien conduite envers cette révolution. Il ne faut pas oublier que c'est dans nos pays que des armées ont été organisées, armées qui ont pu aller jusqu'aux portes de Moscou et de Leningrad et menacer la Russie nouvelle jusque dans ses oeuvres vives.

Il ne faut pas oublier la leçon de la guerre, et je dirais presque la leçon de deux guerres. Ne croyez-vous pas que je suis dans le vrai quand je dis que pendant la guerre de Napoléon et pendant celle d'Hitler, il a été démontré que pour résister victorieusement à une action venant de l'Europe occidentale, la Russie avait besoin d'immenses territoires ?

Ne pensez-vous pas que c'est là le secret de sa double victoire, et que la répétition de 1914 en 1940 a démontré cette réalité pour la Russie ? Est-ce que, dès lors, son action dans les pays d'Europe orientale, d'abord dans les pays baltes, aujourd'hui en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie et aussi dans certains pays balkaniques, ne doit pas être examinée sous l'angle de la nécessité dans laquelle elle se trouve ?

Si vous admettez cette idée, bien des choses d'aujourd'hui doivent être compréhensibles et apparaître sous un autre angle : l'action des communistes contre le plan Marshall; l'attitude des pays qui vivent sous l'influence de Moscou et ne dépendent pas, pour leur relèvement, de l'aide américaine; et même, dans une certaine mesure, l'attitude des partis communistes dans les pays occidentaux.

Je crois cette dernière action basée, en grande partie, sur des motifs de politique internationale. Je n'ai pas

besoin de vous dire qu'il faut la combattre, lui résister, parce que c'est une action grave pour la santé de nos propres Etats. Essayer de les affaiblir, à l'heure actuelle, est une tentative à laquelle tout gouvernement doit s'opposer.

Sous l'angle international, je comprends donc dans une certaine mesure l'attitude communiste. Il ne faut désespérer ni de la Russie ni de la paix, parce qu'il n'y a aucune raison pour la Russie de voir, par la guerre, apporter une solution à un problème quelconque.

A la rigueur, on pouvait encore faire des discours à propos de la situation économique de l'Allemagne. On pouvait invoquer certains arguments économiques, non pas pour justifier l'abominable politique qui a été suivie par l'Allemagne, mais tout au moins pour l'expliquer. Mais la Russie est un immense pays. Je crois qu'elle représente aujourd'hui, avec ses alliés, un sixième de la totalité du monde. C'est un pays qui possède toute une gamme de matières premières ; connaît tous les climats ; dont la population est infime par rapport à l'étendue de son territoire ; qui a une oeuvre formidable à accomplir pour faire bénéficier son peuple du standing de vie des pays civilisés. L'U.R.S.S. a du travail devant elle pour plusieurs dizaines, voire même pour plusieurs centaines d'années.

Dès lors, pourquoi irait-elle risquer, dans une guerre, de compromettre cet effort ? Je n'hésite pas à évoquer le maréchal Staline, qui a dit plusieurs fois : « J'estime que la coopération n'est pas une chose incompréhensible. » Bien sûr, certains pourront dire : « Vous êtes un naïf : ce sont des choses qu'on dit sans y croire. » Je ne suis pas sûr que le maréchal Staline n'y croit pas. J'accepte cette affirmation et je vous dis : « Ne soyons pas trop pessimistes ; n'ayons pas des idées arrêtées ; essayons de comprendre ce qui se passe dans un monde qui vit suivant des principes et des règles que nous ne saurions approuver, mais avec lequel nous voulons vivre en bons termes. »

Mesdames, Messieurs, c'est en partant de ces idées-là que nous avons conclu un accord commercial important vers l'U.R.S.S.

Il ne s'agit pas, comme l'annonce le Drapeau rouge, de faire deux politiques : l'une avec l'Amérique et l'autre avec la Russie. Le gouvernement n'a qu'une seule politique, c'est celle qui consiste à vivre en bons termes avec les Américains et avec les Russes.

J'espère que cet accord important n'est qu'un commencement, et que nous pourrons développer nos accords économiques avec tous les pays de l'Europe orientale. Même si nous éprouvons des difficultés d'ordre politique à l'heure actuelle avec ces Etats, nous montrerons dans d'autres domaines notre volonté de collaboration.

Cela étant, nous n'avons à faire preuve vis-à-vis de l'U.R.S.S. d'aucun sentiment d'infériorité.

Nous ne devons pas essayer d'empêcher, au moyen de concessions, que naissent certaines polémiques, car ce qui m'a le plus frappé à l'Organisation des Nations Unies à New York, l'année dernière, c'est que ce qui est dans notre habitude, c'est-à-dire l'essai de rapprochement des points de vue par des compromis réciproques, est une méthode qui n'est pas appréciée par les négociateurs soviétiques.

J'ai vu traiter plus sévèrement les gens qui essayaient de se rapprocher du point de vue de l'U.R.S.S. que les gens qui s'en étaient le plus éloignés. Celui qui tente de se rapprocher de l'U.R.S.S., non seulement est traité avec autant de brutalité que celui qui adopte un point de vue complètement opposé à la thèse soviétique, mais en plus est considéré comme un lâche ou un maquignon.

Après avoir fait l'effort de compréhension que je viens de décrire, je dis que nous devons adopter une politique de fermeté.

Nous devons faire, dans ce coin du monde, ce que, en conscience, nous croyons devoir faire en vue d'assurer notre sécurité et notre prospérité économique.



C'est parce que la situation est telle que je vous la présente qu'est intervenu, je pense, M. Bevin. Son dernier discours marquera certainement une très grande date dans l'histoire de la Grande-Bretagne et de l'Europe, très probablement une grande date dans l'histoire du monde.

C'est la première fois que, d'une manière aussi nette et décidée, un ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne déclare que l'Angleterre est un pays européen impliqué directement dans la politique européenne avec la nécessité de prendre part à son organisation.

Messieurs, vous m'excuserez peut-être de me citer un instant. En mai 1942, j'ai fait à Londres une conférence à laquelle j'avais donné le titre : La paix que je souhaite. Je disais ceci :

« Aujourd'hui, la vieille idée de l'équilibre des forces en Europe est morte...

Un pareil équilibre des forces sera impossible dans tous les cas, dans l'Europe d'après guerre ; car toute la situation sera nouvelle, sauf pour la Russie, dont le cas est particulier. Il n'y aura pas de nation européenne vraiment victorieuse.

L'une des caractéristiques essentielles de la présente guerre est, je pense, que tous les pays européens auront été conquis et occupés par les Allemands, excepté quelques Etats neutres ou les pays qui auront été conquis par la Grande-Bretagne.

Les choses étant ce qu'elles sont, sur qui et sur quoi une politique d'équilibre pourrait-elle être basée ? Le temps des politiques négatives est passé.

L'Europe est prête, je pense, à accepter le « leadership » de la Grande-Bretagne. Mais l'Europe ne pardonnerait pas à la Grande-Bretagne si celle-ci adoptait une politique hésitante.

Il doit être bien compris que l'idée d'un ordre européen n'est pas une création artificielle des Allemands. C'est une nécessité. C'est une idée saine basée sur la réalité. J'espère sincèrement qu'elle sera réalisée avec l'aide de l'Angleterre. Si l'Angleterre ne s'y intéressait pas, l'idée serait réalisée sans elle et, éventuellement, contre elle. »

Ce que je croyais en 1942, je le crois encore en 1948. Je pense toujours qu'il est indispensable que la Grande-Bretagne prenne une nette conscience de son rôle. C'est pourquoi je salue le discours de M. Bevin comme un événement qui peut avoir des conséquences énormes.

M. Bevin nous a proposé un pacte politique, un pacte militaire, un pacte culturel et un pacte économique. Et, comme vous le savez déjà, la Belgique, d'accord avec les autres pays du Benelux, a répondu d'une manière favorable à cette offre. Les entrevues au cours desquelles l'offre sera précisée et d'où naîtront les traités commenceront à Bruxelles demain.

Messieurs, cette idée de l'organisation de l'Europe occidentale est-elle aussi une idée qui, malheureusement, ne rencontre pas l'unanimité dans ce parlement, ni l'unanimité en Europe ? Bien des gens accusent les partisans d'une organisation de l'Europe occidentale de chercher, au travers de cette organisation, à réaliser je ne sais quelle politique provocatrice ou contraire à la paix. Ce que nous devons bien établir au moment où nous allons entrer dans la voie qui nous est proposée, c'est que l'Europe orientale est, dès maintenant, complètement organisée. Je comprends une politique qui consisterait à dire : « Nous ne voulons pas d'autre organisation que celle prévue par la Charte des Nations Unies sur un plan général et à l'échelon supérieur, et nous combattons toute organisation régionale, qu'elle se produise en Europe orientale ou en Europe occidentale. » Mais je ne comprends pas que ce qui est un bienfait dans l'Europe orientale devient un acte hostile lorsqu'il est réalisé en Europe occidentale.

Messieurs, quelle est la situation de fait contre laquelle aucun discours, aucune argumentation ne peut tenir ? L'argument de fait est celui-ci : à l'heure actuelle, il existe au moins quatre ou peut-être cinq traités conclus entre l'U.R.S.S. d'une part, et la Tchécoslovaquie d'autre part, entre l'U.R.S.S. et la Pologne, entre

l'U.R.S.S. et la Yougoslavie et entre l'U.R.S.S. et la Roumanie.

De plus, dix autres traités ont été conclus entre ces différents pays auxquels il faut joindre l'Albanie, la Bulgarie et la Hongrie, par lesquels la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie répètent dans les traités bilatéraux les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis de l'U.R.S.S. Personne ne peut le contester. Ce sont des traités publics.

[...]

Personnellement, j'approuve ces traités. Je crois que des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ont certaines questions qu'ils ne peuvent régler (je songe à leur défense, à leur sécurité, à leur économie), sans se tourner vers leur grand voisin.

Je constate également que tous ces traités politiques et militaires sont généralement suivis ou complétés par des traités d'ordre économique qui comprennent des ouvertures de crédits en or, en biens ou en marchandises. De tels traités ont été conclus entre l'U.R.S.S. et la Pologne, l'U.R.S.S. et la Bulgarie, l'U.R.S.S. et la Hongrie, l'U.R.S.S. et la Roumanie, traités par lesquels on prévoit la création d'entreprises à participation soviétique constituées sur base paritaire ; accords de coopération économique comportant, par exemple, l'acquisition par l'U.R.S.S. d'une participation dans les principaux établissements industriels et commerciaux de la Hongrie.

En Roumanie, les accords prévoient l'aide technique soviétique et la formation de sociétés soviéto-roumaines dont l'U.R.S.S. détient au moins la moitié des capitaux investis. Messieurs, je ne veux pas ironiser. J'ai dit que je voulais brider mon tempérament et... je réserve éventuellement ma passion pour les répliques. (Sourires) Mais il me semble tout de même que jamais nous ne pourrions présenter des traités comme ceux-là sans que cela soulève tout au moins de graves objections.

D'autre part, les accords prévoient que l'industrie tchécoslovaque sera intégrée dans les plans quinquennaux soviétiques et que la collaboration technique et scientifique est organisée par plusieurs accords qui prévoient l'institution de commissions mixtes d'études, l'aide de techniciens russes ; la formation en Russie de techniciens étrangers, l'échange d'informations et d'expériences dans les domaines scientifique et industriel. Je cite les dates de ces accords : Pologne, février 1947 ; Roumanie, février 1947 ; Tchécoslovaquie, décembre 1947.

Je répète que je ne critique pas ces accords et que je ne vois rien dans ces initiatives qui soit une menace pour la paix.

Mais alors je dis : puisque vous avez mis cette organisation sur pied, il faut dès lors bien permettre que nous fassions la même chose. Cela est d'ailleurs indispensable du point de vue militaire et, à mon sens aussi, - j'aurai l'occasion d'en parler tantôt, - du point de vue économique.

Messieurs, certains s'inquiètent et s'indignent devant notre volonté de nous unir et de collaborer avec nos grands voisins.

J'ai déjà démontré que sérieusement ils ne pouvaient agir ainsi, à moins de s'infliger un démenti absolu. La politique qu'ils soutiennent et qu'ils approuvent en Europe orientale, - ai-je besoin de vous le dire, - ils ne peuvent s'en inquiéter si elle s'accomplit en Europe occidentale, et le seul argument qui me paraît pouvoir être donné, c'est celui-ci : qu'on agit ainsi en Europe orientale pour construire la paix et qu'on fait de même en Europe occidentale pour préparer la guerre. Il me semble que c'est le seul argument qu'on puisse imaginer pour appuyer ou défendre une telle discordance dans la position qu'on prend dans les deux parties de l'Europe.

Messieurs, je n'oserais pas dire un peu vulgairement « toute plaisanterie à part », étant donné l'importance de l'objet, mais quelqu'un qui connaît l'Europe occidentale peut-il croire qu'il y ait à l'heure actuelle un seul homme responsable qui voudrait faire une politique de provocation ou une politique qui mènerait à la guerre

? L'homme d'Etat de l'Europe occidentale qui ferait une politique comme celle-là serait ou un fou ou un criminel. Je vous dirai quelque chose de plus, quelque chose que tous, ici, vous devez savoir : les démocraties sont incapables de faire une politique provocatrice, une politique agressive, car, même si elles le voulaient, dans les pays où les peuples ont quelque chose à dire, pas un gouvernement ne résisterait à une telle politique. (Applaudissements prolongés sur tous les bancs, sauf sur les bancs communistes). Les seuls pays où il est encore possible de faire une politique agressive seraient les pays totalitaires. Il n'y a pas moyen, je le répète, de pousser les pays dans la guerre si la démocratie et la liberté existent. J'ai dit l'autre jour, et je le répète, qu'il n'y a qu'une seule guerre que les démocraties acceptent : celle qu'on leur impose. Et j'ajoute que ce sont généralement les guerres qu'elles gagnent. (Applaudissements sur les mêmes bancs).

La situation étant telle, nous devons faire, à mon avis, ce pacte occidental, à commencer par un pacte politique. Messieurs, vous comprendrez que les négociations commençant demain à Bruxelles, il m'est difficile de les déflorer en vous disant exactement comment nous allons les entamer ; sur quels points particuliers elles vont se discuter. Je veux seulement dire qu'en poursuivant cette politique nous ne faisons que suivre la ligne politique que nous avons indiquée depuis la libération.

[...]

Le pacte de sécurité occidental, nous espérons pouvoir le placer dans le cadre de la Charte des Nations Unies qui, je vous le répète, est un traité signé par 57 nations, dont l'U.R.S.S., et tous les pays de l'Europe orientale, et qui prévoit la création de l'instrument que nous allons essayer de forger demain et dans les jours qui suivent.

Qui pourrait y trouver la moindre pointe agressive dans ce qui n'est que l'application stricte d'un traité ? C'est dans cet esprit-là que les délégués belges, luxembourgeois et hollandais négocieront à partir de demain, avec la Grande-Bretagne et avec la France.

Il y a un dernier point sur lequel je voudrais insister : un traité politique n'a de valeur - et surtout pour un pays comme le nôtre - que si des accords militaires interviennent. Là aussi ma déclaration est très franche. Mais j'ai dit cela il y a bien longtemps déjà devant cette Chambre. Il me paraît absolument impossible aujourd'hui de concevoir une défense nationale belge dans le cadre exclusif de la Belgique. Nous devons profiter de la permission qui nous est donnée par la Charte des Nations Unies, laquelle a prévu le pacte régional défensif qui doit nous donner la sécurité (Très bien ! sur plusieurs bancs).

J'ajoute, et vous savez que c'est une idée qui m'est chère aussi, que les pactes politiques et militaires n'ont pas une très grande valeur s'ils ne sont pas soutenus et complétés par des pactes de collaboration économique. Il est grand temps, à mon avis, que les pays de l'Europe occidentale essaient de collaborer les uns avec les autres. On a beaucoup parlé depuis trois ans et demi de la collaboration économique et on nous a souvent dit que la prospérité était collective comme la sécurité. Mais il faut le reconnaître et le déplorer : on n'a pas fait grand-chose pour que cette pensée juste devienne une réalité. Et à part l'exemple, encore insuffisant, des pays du Benelux, les autres pays de l'Europe occidentale - et par là j'entends également la Belgique - ont tous pratiqué une politique assez individualiste.

Nous avons essayé de nous reconstruire, de nous sauver par des voies qui étaient parfois très différentes : les uns ont fait une politique d'austérité ; les autres pratiquent une politique d'abondance ; d'autres enfin n'hésitent pas à se lancer dans des manipulations monétaires.

Tout cela fait que ces derniers mois, bien souvent, les politiques économiques, au lieu de s'épauler et de s'aider, se sont heurtées. Et les mesures prises dans l'un et l'autre pays ont profondément troublé l'économie des autres.

Dans ces conditions, il faut parler clair. Il faut savoir si vraiment, quand nous parlons d'entente et de collaboration économique, nous entendons passer à la réalité ou bien si nous allons nous contenter de mots.

Si nous ne sommes pas décidés à passer aux actes, n'en parlons plus. Parce que parler constamment de

principes auxquels on n'est pas fidèle, c'est pratiquer la plus mauvaise des politiques. Elle conduit, après un certain temps, à faire perdre confiance dans les principes mêmes.

Pour ma part, je suis un partisan déterminé de l'entente économique. Et je dis que, pour la réaliser, il faut agir avec conviction et avec foi. Il faut savoir la choisir entre plusieurs politiques qui peuvent se proposer à notre attention.

A partir de ce moment-là, il faut en accepter les avantages, mais aussi les inconvénients. J'ai le sentiment de me répéter, mais je désire y revenir dans ce discours qui veut être complet : il n'y a pas de collaboration économique sans certains sacrifices réciproques à leurs débuts. Si les gens s'imaginent que collaboration économique signifie ajouter à tous les avantages qui existaient hier un certain nombre d'avantages supplémentaires, il y a longtemps, je l'espère pour l'intelligence des hommes, que cette politique-là aurait été faite. Mais c'est parce que ce n'est pas le cas ; c'est parce qu'il ne s'agit pas d'ajouter à tous les avantages d'hier tous les avantages de demain; c'est parce qu'il s'agit de sacrifier, au contraire, certains avantages momentanés en vue d'un bien-être futur, que cette politique de collaboration économique est si difficile à concevoir et plus difficile encore à réaliser.

[...]